

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR FRANCE INDUSTRIES

Direction des installations et Moyens industriels
Orly Zone industrielle Nord
CS 30003
91550 Paray-Vieille-Poste

Références : DRIEAT-IF/UD94/2025/PESSVMO/AT/N°162
Code AIOT : 0007403811

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement AIR FRANCE INDUSTRIES implanté 100 rue Didier Daurat 94290 VILLENEUVE-LE-ROI. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'incendie accidentel survenu dans l'atelier de traitement de surface du 15 décembre 2022, plusieurs cuves contenant des bains de traitement de surface ont été rendues inutilisables et l'atelier a été contaminé par les suies et fumées corrosives. La remise en état de l'atelier est actuellement en cours d'études, et un projet global de réhabilitation a été présenté à l'inspection le 11 avril 2025. Un porter à connaissance présentant les modifications de la chaîne de traitement ainsi que les évolutions de classement ICPE sera déposé d'ici le second semestre 2025. Par ailleurs, l'exploitant a demandé de déplacer une partie des opérations de traitement de surface (dégraissage au caldène et banc d'alodine) au sein d'ateliers adjacents. Le rapport de l'inspection du 28/07/2023 a

conclu à l'absence de risque supplémentaires aux modifications portées à sa connaissance.

Par ailleurs, un nouveau bâtiment de stockage logistique de 1 000 m² a fait l'objet d'un porter à connaissance transmis le 16/12/2022 ; ce porter-à-connaissance ne modifie pas le classement ICPE du site. La présente inspection visait à s'assurer de l'adéquation du porter à connaissance avec la mise en service de ce nouveau bâtiment.

D'autres thèmes comme les actions nationales rejets COV et PFAS ainsi que le suivi des non-conformités issues des précédentes inspections ont été abordés lors de la présente inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR FRANCE INDUSTRIES
- 100 rue Didier Daurat 94290 VILLENEUVE-LE-ROI
- Code AIOT : 0007403811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Direction Générale Industrielle d'AIR FRANCE INDUSTRIES, sise dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly, exploite depuis 2004, un centre industriel de maintenance aéronautique, dénommé usine EOLE, sur la commune de Villeneuve-le-Roi. Le site emploie 800 salariés. AIR FRANCE INDUSTRIES est la filiale de maintenance d'AIR FRANCE.

L'usine EOLE regroupe des activités de maintenance des équipements électroniques embarqués à bord des avions, et des équipements de sécurité (toboggans, extincteurs, etc.), ainsi que de maintenance mécanique de certaines pièces. Il dispose d'une surface de 41 000 m² et accueille les installations suivantes : un atelier de traitement de surface composé de 3 lignes de traitement, des installations de dégraissage utilisant des solvants, des bancs de test pour les extincteurs, des bancs de tests d'étanchéité pour les pompes de transfert de carburants.

Le site est actuellement classé sous le régime de l'Autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et régi par l'arrêté préfectoral n°2015/755 du 27/03/2015. Les premières habitations sont à environ 200 mètres au sud et au nord du site.

Les installations de traitement de surface sont utilisées pour l'activité « Cabine / Réparations mécaniques » du site. L'atelier dédié au traitement de surface comprend 3 lignes, 70 cuves, un local dédié aux cuves de solvants usés au sous-sol, un local de stockage de produits chimiques ainsi qu'un atelier peinture. Les principaux traitements de surface appliqués sont le décapage peinture, cadmiage, chromage, anodisation chromique, alodine et attaque Nital.

Le volume des bains de traitement, classés au titre de la rubrique 3260, est de 61 440 litres (dont 2600 litres de cadmium), le site relève donc de la réglementation IED.

Le site est soumis aux garanties financières en vertu de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et en raison de son classement à autorisation sous la rubrique 3260.

Par ailleurs le site produit près de 700 tonnes de déchets dangereux par an et consomme plus de 10 tonnes de solvants par an. Il est assujéti à la déclaration annuelle des émissions polluantes prévue par l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Il est aussi tenu d'établir annuellement un plan de gestion des

solvants.

Le site est classé selon les rubriques suivantes :

1185-2-a (DC), 1185-3-1-a (D), 1978-5 (D), 2560-2 (DC), 2564-1-c (DC), 2575 (D), 2910-A-2 (DC), 2915-2 (D), 3260 (A), 4110-2-a (A), 4120-2-a (A), 4140-2-b (DC)

Les installations sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/03/2015

Suite à l'incendie accidentel survenu dans l'atelier de traitement de surface du 15 décembre 2022, plusieurs cuves ont été rendues inutilisables et l'atelier a été contaminé par les suies et fumées corrosives. La remise en état de l'atelier est actuellement en cours d'études, et un projet global de réhabilitation a été présenté à l'inspection le 11 avril 2025. Un porter à connaissance présentant les modifications de la chaîne de traitement ainsi que les évolutions de classement ICPE sera déposé d'ici le second semestre 2025.

Par ailleurs, l'exploitant avait demandé de déplacer une partie des opérations de traitement de surface (dégraissage au caldène et banc d'alodine) au sein d'ateliers adjacents. Le rapport de l'inspection du 28/07/2023 avait conclu à l'absence de risques supplémentaires aux modifications portées à sa connaissance.

Un nouveau bâtiment de stockage logistique de 1 000 m² a également fait l'objet d'un porter à connaissance transmis le 16/12/2022 ne modifiant pas le classement ICPE du site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'atelier de surface de traitement n'a pas encore été reconstruit. Les cuves endommagées par l'incendie accidentel du 15/12/2022 sont encore présentes, bien que l'ensemble de la zone ait été décontaminé, nettoyé et vidé de l'ensemble des déchets d'incendie.

Un projet de réhabilitation complet a été présenté à l'inspection le 11 avril 2025, comportant des modifications des bains de traitement visant la diminution des quantités des bains et la substitution de certains produits, dont la soude, le chrome VI et l'Alodine ainsi que la mise en place d'un robot sur les chaînes de traitement.

Un porter à connaissance intégrant l'analyse des risques, les impacts environnementaux et la mise à jour du classement ICPE sera présenté à l'inspection au second semestre 2025.

L'atelier de traitement de surface devrait être de nouveau opérationnel pour janvier 2026.

Les travaux d'inertage des cuves, leurs remplacements ainsi que toute modification temporaire de l'installation de traitement de surface fera l'objet d'information auprès de l'inspection avant leur réalisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Non-conformité	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	N°2 du précédent rapport d'inspection		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect PAC	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 1.2.2	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.1	Sans objet
3	Non-conformité N°1 du précédent rapport d'inspection	Code de l'environnement du 31/05/2012, article R.516-1	Sans objet
5	Non-conformité n°3 du précédent rapport d'inspection	Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 8.2.4.1	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
12	Canalisation	Arrêté Ministériel du 13/12/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des émissions	article 8	
13	Points de rejets - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Sans objet
14	Points de rejets - dilution	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9	Sans objet
15	Respect des VLE - conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I	Sans objet
16	COV à mention de danger - substitution	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - II	Sans objet
17	COV à mention de danger - contrôle	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - II	Sans objet
18	COV à mention de danger - valeur limite	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - II	Sans objet
19	Surveillance des rejets - mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Sans objet
20	Respect des VLE - COV mention danger	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 11	Sans objet
21	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité récurrente, concernant la levée des non-conformités liées au contrôle d'étanchéité d'extinction automatique du 15/01/2018 réalisé par l'entreprise ATSI, n'a pas été réalisée, et apparait encore dans le dernier rapport ATSI du 05/12/2024. Plusieurs actions vont être entreprises par l'exploitant afin de solder ces non-conformités lors du prochain contrôle de la société ATSI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect PAC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect PAC

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Principe général</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au courrier du 16 décembre 2022 transmettant un porter à connaissance relatif à la création d'un bâtiment logistique, un rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2024 donnait un avis favorable au projet d'extension d'entrepôt logistique en activité depuis le 12 janvier 2024.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté l'existence de l'entrepôt conformément aux descriptions techniques présentes dans le porter à connaissance, notamment concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un contrôle sprinkler en accès toiture, et d'un système de sécurité incendie propre (déclencheurs manuels et alarme incendie visibles, présence d'extincteurs et RIA en nombre suffisant) ; - plan du site à jour/ accès pompier identifié sur les affichages dans la partie historique et le nouveau bâtiment ; - les locaux techniques sont présents conformément aux plans présentés : local TGBT, poste de contrôle sprinkler et locaux tertiaires. - À l'extérieur du bâtiment, une zone est destinée au stockage des gaz spéciaux.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter et gérer la consommation d'eau et les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées. <p>Les eaux de refroidissement sont en circuit fermé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. - Limiter les consommations d'énergie.
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'incendie en 2023 d'une cuve de l'atelier de traitement de surface du site, celui-ci n'est</p>

plus en activité et doit être rénové.

Lors de l'inspection, l'atelier était toujours inexploité et mis en sécurité, la toiture ayant été réparée et les cuves endommagées entièrement vidées. Il n'y avait pas d'autres déchets liés à l'incendie et son extinction.

L'exploitant a informé l'inspection qu'un projet de reconstruction complet de l'atelier de traitement de surface est envisagé pour l'année 2025. Une réunion de présentation du projet de réhabilitation a eu lieu le 11 avril 2025. Un porter à connaissance devrait être transmis à l'inspection d'ici septembre 2025, présentant les modifications, l'analyse des risques générés et les impacts sur l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le porter à connaissance devra présenter les activités avant l'incendie, la description des travaux de remise en état suite à l'incendie, décrire les modifications prévues dans le cadre de la reconstruction, les risques ou nuisances générées par le projet et présenter un bilan de la situation administrative dans le cadre de la reconstruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Non-conformité N°1 du précédent rapport d'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2012, article R.516-1

Thème(s) : Situation administrative, garanties financières

Prescription contrôlée :

1. Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :^{1°} Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;^{2°} Les carrières ;^{3°} Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;^{4°} Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone. Sont exemptées des obligations de constitution de garanties financières les installations classées mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 4° qui sont exploitées directement par l'Etat ou qui bénéficient d'une garantie financière de la part de l'Etat leur permettant d'effectuer les opérations visées au deuxième alinéa de l'article L. 516-1. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet. Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22. Pour les installations mentionnées aux 1° et 2° l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. Pour les installations mentionnées aux 3° et 4°, à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant.

Constats :

D'après le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au **25 octobre 2023** la constitution de garanties financières pour les instal-

lations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées.
Le site n'est plus soumis aux garanties financières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Non-conformité N°2 du précédent rapport d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, contrôles à effectuer

Prescription contrôlée :

Tableau des contrôles à effectuer :
article 9-2-1 - Contrôle d'étanchéité de l'extinction automatique - annuellement

Constats :

La levée des non-conformités liées au contrôle d'étanchéité d'extinction automatique du 15/01/2018 n'a pas été réalisée, notamment celles concernant le positionnement des sprinklages recommandé par la société ATSI, budgétisé pour un montant de 80k€.

Le dernier rapport ATSI du 05/12/2024 transmis par l'exploitant par courriel du 04/04/2025, qui maintient les principaux points non-conformes déjà constatés dans les contrôles du 15/01/2018.

L'exploitant se retrouve face à des difficultés techniques et conteste les recommandations de l'AT-SI, en déplorant notamment :

- de nombreux copier/coller des rapports précédents, avec des remarques formulées pour des locaux qui ont été transformés qui n'ont plus lieu d'être (ex : bureau mutuelle),
- des opérations déjà réalisées toujours indiquées en écart (ex : entretien triennal des postes).

Ainsi, l'exploitant prévoit d'assister la société ATSI lors de son prochain contrôle en juin 2025 pour faire corriger ces erreurs. Par ailleurs, l'exploitant a mis en place les actions suivantes :

- un chargé d'affaire Air France a été nommé afin d'étudier la mise en place des nouveaux équipements recommandés par ATSI. Le solde des actions sera programmé à l'issue du contrôle du mois de juin
- Etude de la possibilité et les conditions du sprinklage de l'atelier Traitement de Surface, en cours de réaménagement (PAC prévu pour second trimestre 2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Non-conformité n°3 du précédent rapport d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2015, article 8.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux

Prescription contrôlée :

L'atelier de traitement de surface :

Les locaux doivent être équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion, dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade

ou tout autre dispositif équivalent). ils doivent être dimensionnés sur la base de 2% de la superficie de l'atelier. leur ouverture est assurée par deux dispositifs distincts :

- l'un automatique, asservi à un système de déclenchement sensible aux fumées ou au gaz de combustion,
- l'autre, par un dispositif à commande manuelle, facilement accessible depuis deux issues opposées.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Constats :

Un cahier des charges a été réalisé dans le cadre de la rénovation complète de l'atelier de traitement de surface, comprenant les dispositifs d'évacuation des fumées. Compte-tenu des modifications envisagées dans l'atelier, une étude de danger a été réalisée dans le cadre du porter à connaissance qui a été présenté à l'inspection le 11/04/2022 avec des modélisations d'incendie. Le porter à connaissance, qui sera déposé courant second semestre 2025, sera instruit par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant a établi une liste des substances PFAS de l'ensemble de ses établissements utilisant les mêmes process industriels, sur la base des fiches de données de sécurité et des fournisseurs de produits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien réalisé les campagnes d'analyses à tous les points de rejets aqueux de l'établissement, sur l'ensemble des paramètres obligatoires (20 PFAS + AOF + autres PFAS quantifiables listés par l'exploitant) en respectant les échéances fixées par l'arrêté.</p> <p>Les effluents industriels du site d'EOLE sont collectés dans des cuves et ensuite acheminés vers la station de traitement des eaux située à Orly bâtiment 74 ou vers une entreprise agréée.</p> <p>Les trois analyses sur des prélèvements issus des effluents de la station de traitement des eaux industrielles d'Orly bâtiment 74 les 29 septembre, ont été réalisés le 05 octobre et 22 novembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures des substances et les prélèvements des substances listées par l'exploitant ont été effectués par un organisme ou laboratoire agréé : SGS, accrédité sous le n° L028 par le RvA (Raad voor Accreditatie), conformément aux critères des laboratoires d'analyse EN ISO/IEC 17025:2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>

<p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés conformément à la présente prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les rapports d'analyses, les quantités mesurées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Soit en dessous des limites de quantification, · Soit de quelques ng/l, sous la limite de quantification de 100 ng/L.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures réalisées ont été déposés sur GIDAF dans les délais impartis.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Canalisation des émissions
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser autant que possible les émissions.
Constats : Sur le site, neuf machines sont actuellement en fonctionnement, de type fontaine à solvants ou cabine à peinture, et les émissions sont canalisées. Par ailleurs, le plan de gestion des solvants, réalisé selon la méthodologie du CITEPA de 2012, prend bien en compte ces émissions canalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Points de rejets - caractéristiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de rejets
Prescription contrôlée : Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible. (...)
Constats : Les points de rejet du site ne sont pas équipés de chapeau chinois et sont conformes aux caractéristiques prescrites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Points de rejets - dilution
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8 et 9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dilution
Prescription contrôlée : Art. 8 : (...) La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. Art. 9 : (...) Des volumes de gaz peuvent être ajoutés aux gaz résiduels à des fins de refroidisse-

ment ou de dilution lorsque cette opération est techniquement justifiée, mais ils ne sont pas pris en considération pour la détermination de la concentration en masse du polluant dans les gaz résiduels.
Constats : Les rejets canalisés au niveau des machines ne sont pas dilués, et disposent d'un flux individuel, d'après le plan de gestion transmis sur GIDAF par l'exploitant, ainsi que l'étude ENTIME réalisée sur les machines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Respect des VLE - conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 - I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : I. Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté. (...)
Constats : Le laboratoire ENTIME a réalisé le 5 novembre 2024 une analyse des rejets atmosphériques des cabines de peinture. Dans son rapport n° DOC. RFE n°8702-006-001 / Rév. A / 26.02.2025, ENTIME conclut à la conformité des rejets aux VLE en vigueur des cabines de peinture présentes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : COV à mention de danger - substitution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Substitution des COV à mention danger
Prescription contrôlée : II. Composés organiques volatils à mention de danger Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible.
Constats : D'après le plan de gestion des solvants 2024 du site, réalisé par l'exploitant, la substitution des

<p>mastics contenant du N-N diméthylacétamide en 2012 a conduit à une baisse significative des émissions de COV à mention de danger particulier. Il est à noter que depuis 2013 ces mastics ne sont plus utilisés.</p> <p>Actuellement, les solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ont un flux horaire inférieur au seuil de 10 g/h. De plus, il convient de noter qu'aucun solvant à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F n'est utilisé pour le nettoyage, dégraissage ou déca-page, conformément à l'arrêté préfectoral du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : COV à mention de danger - contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle des COV à mention danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Composés organiques volatils à mention de danger</p> <p>[...] Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan de gestion 2024 de l'exploitant, actuellement, les solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ont un flux horaire inférieur au seuil de 10 g/h. Le site n'est donc actuellement pas soumis à une valeur limite d'émission pour les solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : COV à mention de danger - valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2024, VLE des COV à mention de danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.</p>

Constats : De 2020 à 2024, l'exploitant n'a pas déclaré d'utilisation de solvants Halogénés à mention de danger H351 et H341 ou annexe III pour le nettoyage de surface. Le flux horaire estimé des solvants à mention de danger H351 et H341 ou visés à l'annexe III, hors nettoyage de surface, est très inférieur au seuil de 100 g/h et n'est ainsi pas concerné par une valeur limite d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Surveillance des rejets - mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire rejets COV
Prescription contrôlée : (...) Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement : - au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ; - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures. (...)
Constats : Le laboratoire ENTIME a réalisé le 5 novembre 2024 une analyse des rejets atmosphériques des cabines de peinture et produit le rapport d'analyse n°8702-006-001 / Rév. A / 26.02.2025. Il a été transmis par courriel à l'inspection le 4 avril 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Respect des VLE - COV mention danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets (COV mention danger)
Prescription contrôlée : (...) La conformité aux valeurs limites d'émissions des composés organiques volatils à mention de danger est vérifiée sur la base de la somme des concentrations en masse de chacun des composés organiques volatils concernés. Dans tous les autres cas, sauf disposition contraire prévue dans l'annexe II, la conformité est vérifiée sur la base de la masse totale de carbone organique émis.
Constats : Actuellement, les solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ont un flux horaire inférieur au seuil de 10 g/h. Le site n'est donc actuellement pas soumis à une valeur limite d'émission pour les solvants à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.
Constats : Le plan de gestion des solvants est conforme à la prescription, tenu à jour et disponible à la consultation de l'inspection. La méthodologie suivie pour sa réalisation a été faite en 2012 par le CITEPA et basée sur les consommations réelles. L'exploitant a informé l'inspection, par courriel du 04/04/2025, que le 14 octobre 2024 le CITEPA est intervenu sur le site de Roissy afin d'améliorer les plans de gestion de solvant des différents sites. Les premières pistes proposées par le CITEPA sont : <ul style="list-style-type: none">· Une étude sur le flux O1 (rejets canalisés) des cabines de peinture afin de déterminer le facteur d'émission et la quantité totale de solvant émise à l'atmosphère.· Solvants classés en « Autres » dans le PGS : évaluer la pertinence de l'intégration de certains de ces produits dans cette catégorie.· Sensibilisation des personnels à l'usage des solvants Le plan de gestion de solvants avec le schéma de maîtrise des émissions 2024 a été déposé sur GI-DAF en mars 2025. On peut noter en 2023 une diminution des achats de solvants suite à l'arrêt de l'atelier de traitement de surface, consécutif à l'incendie de décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite